

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint Barthélémy d'Anjou, le 8 mars 2024

Rue du cul d'Anon

BP 80145

49183 Saint Barthélémy d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

2

LYRECO (société)

Parc d'activités de la Boorie

BP 11

53700 Villaines-la-Juhel

Références : 2024-059_INSP_LYRECO_Villaines la Juhel_RAP

Code AIOT : 0006304449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement LYRECO (société) implanté Boulevard de l'Europe Parc d'activités de la Boorie BP 11 53700 Villaines-la-Juhel. L'inspection a été annoncée le 19/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre du porter à connaissance présenté par l'exploitant, ayant pour objet la modification des accès de l'établissement, la modification du positionnement du sprinklage, ainsi que la construction d'un bâtiment destiné à réaliser les expéditions de colis.

L'objectif est une prise de connaissance des installations de l'établissement et de leur situation de classement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées afin de déterminer les suites à donner au porter à connaissance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LYRECO (société)
- Boulevard de l'Europe Parc d'activités de la Boorie BP 11 53700 Villaines-la-Juhel
- Code AIOT : 0006304449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Lyreco est un centre de distribution spécialisé sur les produits suivants : fournitures bureautique, vêtements, meubles, informatique, hygiène, etc. et les services (récupérations de piles, papiers, cartouches d'encre usagés) pour les entreprises.

L'établissement a fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation dans le cadre d'une régularisation administrative. Cette régularisation a conduit à l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 14 avril 2006. Selon les éléments de cet arrêté, le site était organisé dans le bâtiment n°1 en

un stockage dans le magasin de grande hauteur et une zone de préparation de commandes, séparée du magasin de grande hauteur. Le site comportait également un bâtiment 2 relié par un tunnel, ce second bâtiment comportait des stockages sur racks.

Le 08 décembre 2008, l'exploitant a présenté un dossier de modification de ses activités. Ce dossier de demande de modification faisait suite à l'impossibilité pour l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 05 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 qui avait été imposées pour le bâtiment n°2 suite au dossier de régularisation.

Les principales modifications envisagées étaient les suivantes :

- la construction du bâtiment n°3 ;
- le transfert des produits et matières entreposés (en palettiers) dans le bâtiment 2 dans les cellules de stockage du bâtiment n°3 (cellule A : stockage en palettiers, cellule B : stockage à plat) ;
- l'utilisation du bâtiment n°2 pour l'activité d'expédition (secteur de palettisation, préparation des commandes des produits volumineux et pré-colisés) avec zone d'entreposage des barges de papiers (surface de 900 m²).

Le rapport au CODERST, faisant suite à cette modification, reprenait les éléments concernant le bâtiment n°3, ainsi que la suppression du stockage de matières combustibles du bâtiment n°2 afin de réserver ce bâtiment aux expéditions et à une zone d'entreposage de papier d'un volume de 2 000 m³ représentant une quantité de 1 110 tonnes. Cette modification a conduit à déclasser le bâtiment n°2 au titre de la rubrique 1510 et à le considérer sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 1530.

Le classement retenu pour les stockages dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2009 était de :

- 216 952 m³ au titre de la rubrique 1510-1 (bâtiment 1 => 138 600 m³ et bâtiment 3 => 78 352 m³) (Volume des bâtiments) régime de l'autorisation ;
- 2 000 m³ de stockage de papier dans le bâtiment n°2 au titre de la rubrique 1530 (régime de la déclaration) (Volume de matière stockée) ;

Le plan des bâtiments de l'établissement est repris en annexe 1 du présent rapport.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative au titre de la rubrique 1510,
- Porter à connaissance – R.181-46 du code de l'environnement ,
- Structures provisoires,
- Entretien des murs REI 120,
- État des stocks,
- Vérification périodique et la maintenance des installations électriques,
- Moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs),
- Moyens de lutte contre l'incendie (RIA),
- Moyens de lutte contre l'incendie (poteaux incendie),
- Portes coupe-feu,

Les points non conformes de l'inspection du 06/09/2017 n'ont pas été traités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- **« Faits sans suite administrative »** ;
- **« Faits avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- **« Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète »** : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée. »

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative au titre de la rubrique 1510	Décret du 24/09/2020	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Porter à connaissance – R.181-46 du code de	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'environnement			
3	Structures provisoires	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Entretien des murs REI 120	Arrêté Préfectoral du 02/07/2009, article 34-1	Demande d'action corrective	1 mois
5	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
6	Vérification périodique et la maintenance des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2009, article 28	Demande d'action corrective	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie (RIA)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2009, article 25-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie (poteaux incendie)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Porte coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 annexe II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2009, article 25-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la présente inspection, les zones de picking, dénommées zones de préparation de commandes, sont à considérer au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant devra vérifier les dispositions opposables de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en tenant compte des annexes de cet arrêté et le cas échéant procéder à des demandes d'aménagements dans le cadre de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

En ce qui concerne l'extension envisagée par l'exploitant, la présence de colis non-expédiés après la période ouvrée, pour une expédition le lendemain matin constitue un stockage de nature à relever de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant devra respecter les dispositions constructives applicables aux installations relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour cette partie de bâtiment. Cette modification n'est toutefois pas de nature à présenter un caractère substantiel.

S'agissant d'une modification non-substantielle, l'extension sera considérée comme une extension des installations existantes. Les dispositions opposables à cette partie seront identiques à celles de la partie existante dans le cadre de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre de la rubrique 1510

Référence réglementaire : Décret du 24/09/2020
Thème(s) : Situation administrative, Modification de la rubrique 1510
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement (Autorisation) 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ (Autorisation) b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ (Enregistrement) c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (Déclaration avec contrôle) Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.
Constats : <u>Constats réalisés lors de l'inspection :</u> Lors de la présente inspection, il est constaté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• Le bâtiment n°1 est séparé en deux parties, l'une comprend des activités de stockage sur racks localisées dans le magasin de grande hauteur et l'autre des activités de préparation de commandes ;• Le magasin de grande hauteur du bâtiment 1 comporte également des activités de collecte de piles relevant de la rubrique 2718 en-deça du seuil de l'autorisation mais relevant de la déclaration, ainsi que des activités de collecte de papier au titre de la rubrique 2714 ;• Hors magasin de grande hauteur, le bâtiment n°1 comporte des activités visant en la préparation de colis. L'exploitant apporte des palettes et complète les étagères de picking avec les produits en provenance du magasin de grande hauteur. Les colis préparés sont ensuite envoyés vers le bâtiment n°2 via un tunnel pour palettisation et expédition.• La paroi entre le stockage de grande hauteur du bâtiment n°1 et la zone dite de « préparation de commandes » comporte des portes coupe-feu présentant un degré de résistance REI inférieur à 120 minutes (présence d'au moins pour une porte à 1h30, ne permettant pas la restitution d'une paroi REI120) ;• Le bâtiment n°1 communique avec le bâtiment n°2 à l'aide d'un tunnel ;• Le bâtiment n°2 comporte un convoyeur avec des colis pour la préparation des palettes, une zone de stockage de produits en papiers (rubrique 1530), ainsi qu'une zone comportant des produits volumineux (zone de picking) en vue de la préparation des palettes. Des palettes sont présentes au niveau des quais en vue d'une expédition. Le bâtiment n°2 ne comporte pas de stockage sur rack. Deux armoires de stockage grande hauteur sont présentes ;

- Le bâtiment n°3 comporte deux cellules pour le stockage, l'une sur racks et la seconde mixte (masse + rack pour la seconde) ;
- Deux tentes sont observées lors du contrôle abritant des stockages. Ceci fait l'objet d'un point spécifique du rapport.

Une annexe photo confidentielle est présente en annexe du présent rapport pour chacune des zones de stockage.

Classement des installations au titre de la rubrique 1510 :

Dans le cadre de son dossier de porter à connaissance, l'exploitant a produit un classement de ses installations au titre de la rubrique 1510 suite au décret n°2020-1169.

Suite à l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2009 et au décret n° 2010-367 du 13 avril 2010, seul le magasin de grande hauteur du bâtiment 1 et le bâtiment 3 ont été considérés comme classés au titre de la rubrique 1510 sous le régime de l'enregistrement.

Le classement de l'exploitant produit dans son dossier et les constats réalisés attirent les observations suivantes :

1 – L'absence de parois séparatives REI120 (présence d'une porte coupe-feu et pare-flamme 1h30) entre le magasin de grande hauteur et la zone dite de préparation adjacente, conduit cette dernière à être classée au titre de la rubrique 1510 (question I.3.8. du guide entrepôts). En l'absence de paroi REI120 intégrale, le bâtiment n°1 constitue dans son ensemble a minima une IPD. À noter que l'exploitant pourra justifier ultérieurement du critère REI120 de l'ensemble de la paroi suite au remplacement des portes correspondantes afin de lever ce point, conformément à son arrêté préfectoral.

2 – La présence d'un stockage de papier relevant de la rubrique 1530 au niveau du bâtiment n°2, élément repris par l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2009, conduit à considérer cette zone comme relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées. Le bâtiment n°2 étant adjacent du bâtiment n°3 et ceux-ci communiquant par l'intérieur, cet ensemble constitue a minima dès lors un seul IPD relevant de la rubrique 1510.

3 – Dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant avait identifié deux groupes distincts d'IPD du fait de la présence d'une distance supérieure à 40 mètres entre les deux ensembles de bâtiments. Or le bâtiment n°1 communique avec le groupe de bâtiments n°2 et n°3 via un tunnel, ces deux ensembles ne constituent donc pas des groupes d'IPD distincts, mais un seul IPD conduisant à un seul groupe d'IPD. Un seul groupe d'IPD ne modifie pas le classement global, les deux groupes d'IPD précédemment identifiés par l'exploitant étant supérieurs à 500 tonnes.

4 – L'exploitant procède à de la préparation de colis dans le bâtiment n°1, ainsi que dans le bâtiment n°2, s'apparentant à du picking. Ces zones avaient été considérées comme des zones de préparation de commandes dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2009 ainsi que dans le cadre de l'analyse de l'exploitant, donc non considérées au titre de la rubrique 1510.

Or une zone de préparation de commandes, selon la définition de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, constitue des emplacements destinés à entreposer, de manière temporaire, des produits devant être expédiés ; elles peuvent se situer dans les cellules de stockage. Il faut notamment qu'entre la phase de création du chargement pour expédition et la phase de transfert du chargement dans le camion, le temps d'attente soit limité au temps strictement nécessaire pour le déroulement des opérations logistiques (de l'ordre de quelques heures et uniquement durant la présence du personnel).

Les zones de préparation de commandes considérées ici comportent des produits qui peuvent être présents pendant une période importante afin d'assurer le picking. La notion de 48 heures mentionnée dans le dossier de l'exploitant correspond aux encours de production et n'est pas applicable dans le cadre des préparations de commandes. **Ainsi, même en cas de suppression des**

stockages relevant de la rubrique 1530, ou de mise en œuvre d'une paroi REI120 tel que prévue par l'arrêté préfectoral (point n°1), ces deux zones seront à considérer comme relevant de la rubrique 1510.

5 – Les produits relevant des rubriques 2714 et 2718 présents dans le stockage de grande hauteur sont à considérer également au titre de la rubrique 1510 pour le tonnage.

6 – Les caractéristiques des séparations entre les zones de préparation de commandes et les bureaux ne sont pas connues pour ce qui concerne le bâtiment n°1. Ces zones pourraient relever également de la rubrique 1510.

7 – Les volumes et tonnages des bâtiments considérés sont les suivants :

Les tonnages de matières dans chacune des parties, transmis par l'exploitant sont les suivantes :

Partie	Volume/Surface	Tonnage
Stockage grande hauteur – Bâtiment 1	138 600 m ³ / ~ 9900 m ²	1273 tonnes +10 t de retours
Zone de préparation – Bâtiment n°1	*94 800 m ³ / ~14 223 m ²	382 tonnes
Bâtiment n°2	140 000 m ³ / ~20 600 m ²	390 tonnes
Bâtiment n°3	78 352 m ³ / 6 000 m ²	1229 tonnes
Total	451 752 m³	3806 tonnes
Chapiteau 1 (parking)	inconnu / 700 m ²	288 tonnes
Chapiteau 3 (Bâtiment n°3)	inconnu / 700 m ²	234 tonnes

*selon courriel du 23/02/2024

Avis de l'inspection : Les zones de picking déjà existantes, considérées comme zones de préparation de commandes par l'exploitant, relèvent de la rubrique 1510. L'ensemble du bâtiment est donc à considérer au titre de la rubrique 1510. En rapportant les zones de picking au volume global relevant de la rubrique 1510 depuis l'autorisation initiale, les dispositions applicables sont celles des annexes IV-II (version en vigueur au 31 décembre 2020), VII et VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

À noter que concernant le bâtiment 2 et la zone de picking du bâtiment 1, ceux-ci devront rester conformes aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral et au dossier de porter à connaissance du 09 décembre 2008, seules des activités de picking et le cas échéant de stockage de papier pourront être réalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à la présente inspection, il est demandé à l'exploitant d'analyser les dispositions applicables aux différentes zones et le cas échéant de formuler une demande d'aménagement des prescriptions applicables dans le cadre des articles R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Porter à connaissance – R.181-46 du code de l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46

Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations

Prescription contrôlée :

I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Porter à connaissance :

L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance le 26 juin 2023. Le dossier a été complété par la suite par l'exploitant (version de décembre 2023). Les modifications évoquées dans le dossier portent sur les éléments suivants :

- 1 – Extension avec création d'une nouvelle zone de préparation de commandes comprenant un buffer (stockage automatisé des colis) ; une palettisation des colis présents sur le robot et une expédition de ces colis, dénommé CE76 (Centre d'Éclatement 76)
- 2 – Modification des accès/sorties du site permettant de sécuriser la sortie au Sud de l'établissement au niveau du Boulevard de l'Europe suivant la demande du Conseil Départemental. L'exploitant procède actuellement à la modification des accès.
- 3 – Le déplacement des réserves de sprinklage de l'établissement et la suppression des anciennes réserves de sprinklage. Cette modification a été réalisée par l'exploitant.

En ce qui concerne le projet d'extension :

Préalablement à l'inspection, une interrogation persistait concernant le classement de cette extension au titre de la rubrique 1510. L'extension était présentée comme une zone de préparation de commandes. La définition prévue par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions

générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 est la suivante : « Zones de préparation des commandes : emplacements destinés à entreposer, de manière temporaire, des produits devant être expédiés ; elles peuvent se situer dans les cellules de stockage. »

Dans le cas présent, le projet d'extension de l'exploitant prévoit la construction du nouveau bâtiment dans le prolongement du bâtiment n°2. Il est prévu que celui-ci comporte une zone d'accumulation tampon de colis en attente d'expédition (buffer), une zone de palettisation et une zone d'attente des palettes finalisées nommée CE76.

Par courriel en date du 16 février 2024, l'exploitant a précisé les éléments suivants :

- le buffer a pour objet d'accumuler des colis tout au long de la journée,
- ces colis sont ensuite envoyés vers la zone de palettisation,
- les palettes sont ensuite amenées au niveau des quais,
- le buffer et la zone de palettisation seront vides à la fin d'un cycle de travail (08h30 à 00h30),
- des palettes pourront rester à quai à la fin d'un cycle de travail pour être expédiées le lendemain matin.
- Par courriel en date du 23 février 2024, l'exploitant a précisé :
- nombre de palettes et leur tonnage au niveau du CE76 : Maximum 20 palettes et 10t (en moyenne 12 palettes et 6t). Concernant ce point le dossier fait mention d'une quinzaine de palettes contrairement au message de l'exploitant.
- **volume de l'extension (buffer + CE 76) : 40 560 m³.**

Au regard du maintien de palettes à quai en dehors de la présence de personnel, il ne peut pas être considéré que le projet d'extension relève uniquement d'une zone de préparation de commandes. L'exploitant doit considérer cette zone au regard de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées et analyser les dispositions de cette zone, vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 opposables à la partie existante. Cette zone sera à intégrer au groupe d'IPD existant. Le volume de l'extension est inférieur au seuil de l'enregistrement et ne nécessiterait dès lors pas la réalisation d'une consultation du public et d'un cas par cas dans le cadre d'un régime de procédure autorisation.

Observations concernant le dossier de porter à connaissance :

Concernant le projet de création de la nouvelle zone de préparation de commande :

- Seule la zone buffer a été modélisée, la modélisation ne montre pas de flux thermique sortant des limites de propriété. La zone CE76 n'a pas été modélisée. Il est fait référence à un faible stockage de matières combustibles (moins de 15 palettes dans le dossier), ce qui n'est pas susceptible de générer des effets thermiques sortant des limites de propriété.
- Les volumes D9 et D9a majorants sont ceux du bâtiment n°2. À noter que dans le document transmis, seules les emprises au sol des bâtiments (53 537 m²) et les voiries de parking (51 863 m²) ont été considérées. Les surfaces liées aux réserves incendie 2 523 m² et aux espaces verts 93 179 m² n'ont pas été comptabilisées. Cela est susceptible de représenter un volume supplémentaire de 957 m³ au niveau du bassin de confinement. Le volume calculé était de 3 035 m³. Le bassin présente actuellement un volume de 4 590 m³.
- Il est prévu que les eaux pluviales de toiture et de voirie soient dirigées vers le bassin d'orage via une noue non étanche. Le traitement des eaux pluviales (séparateur d'hydrocarbures) est actuellement réalisé en sortie de bassin. Les eaux de voirie sont à considérer comme polluées et ne peuvent faire l'objet d'un passage par une noue non étanche. **Il est demandé à l'exploitant de corriger ce point.**

Modification de la rubrique 2925 : L'exploitant relevait du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2925 pour une puissance de 137 kW dans le bâtiment n°1 et de 75 kW dans le bâtiment n°2. Le porter à connaissance mentionne le passage à une puissance de 100 kW dans le bâtiment

n°2. Cette modification **n'est pas de nature à présenter un caractère substantiel**. L'exploitant restera soumis au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2925-1 pour une puissance totale de 237 kW de la nomenclature des installations classées et aux dispositions qui lui sont opposables.

Intégration de la rubrique 2718 : Des éléments transmis par l'exploitant (document en date du 05/01/2024), il ressort que celui-ci souhaite mettre en place la récupération de piles usagers auprès de ses clients. Cette activité relève de la rubrique 2718-2 de la nomenclature des installations classées au titre du **régime de la déclaration**, pour une quantité en transit inférieure à 1 tonne. Cette activité est prévue dans le magasin de grande hauteur du bâtiment n°1. L'exploitant a produit une analyse de conformité vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Cette analyse relève les non-conformités suivantes :

- L'exploitant n'a pas retrouvé les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu du bâtiment 01 (2.2 – annexe I – AM du 06/06/2018) ;
- Absence de plan avec la description des dangers concernant notamment l'aire de stockage de gestion des déchets présent dans le bâtiment 01 (4.1 – annexe I – Am du 06/06/2018) ;
- Absence de contrôle des eaux pluviales (4.1 et 5.6 – annexe I – Am du 06/06/2018) ;
- Absence de consigne pour la fermeture du réseau d'isolement des exutoires (5.7 – annexe I – Am du 06/06/2018) ;

La modification n'est pas de nature à présenter un caractère substantiel. L'exploitant devra cependant apporter les justificatifs concernant les points de non-conformité mentionnés dans le document.

Analyse de la substantialité :

La modification de l'exploitant relève des règles du régime de l'autorisation environnementale, celui-ci étant soumis au livre I du code de l'environnement. Les modifications projetées sont à analyser au regard des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, à savoir :

1° – Le projet de modification des installations (**création d'un bâtiment de préparation de commandes + modification des accès des voiries + modification du positionnement du sprinklage + intégration de la rubrique 2718 et modification de la 2925**) ne relève pas d'une rubrique de l'article R.122-2 du code de l'environnement. Le projet n'est pas soumis à cas par cas, ou à évaluation environnementale.

2° – Le projet n'atteint pas de seuils quantitatifs ou des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° – Au vu des éléments présents, le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Il est conclu que, la modification envisagée ne présente pas de caractère substantiel au regard des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement. **L'exploitant devra cependant analyser les dispositions constructives qui lui seront opposables au titre de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Ces dispositions seront identiques à celles de la partie existante en l'absence de substantialité.**

Compte-tenu de l'absence de mise en œuvre d'une nouvelle rubrique ICPE au titre de l'autorisation ou de l'enregistrement, et de l'absence de modification de régime au titre de la rubrique 1510 après définition de l'antériorité, il n'est pas nécessaire de procéder à une consultation du public (note du 20 décembre 2021 - § III.1)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les palettes localisées en bout de quai sont susceptibles de constituer des stockages compte-tenu de l'absence d'une expédition immédiatement après leur expédition et de leur maintien au niveau du quai en l'absence de présence de personnel. Il est donc demandé à l'exploitant de considérer

cette zone comme relevant de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, si présence de palettes en dehors des heures ouvrées.

Compte-tenu du volume de matière susceptible d'être stocké et des éléments présents dans le dossier, cette zone n'est pas susceptible de constituer une modification substantielle des activités de l'exploitant. **Il est donc proposé de transmettre un don acte à l'exploitant afin de faire part de cette décision à l'exploitant.**

Il appartiendra à l'exploitant de vérifier la bonne intégration des dispositions constructives de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 pour cette extension. S'agissant d'une extension d'une installation existante considérée comme non-substantielle et ne nécessitant pas de nouvelle procédure complète, l'extension est considérée comme existante (article 1 du 11 avril 2017). Les dispositions à vérifier sont identiques à celles applicables à la partie existante.

L'exploitant veillera à disposer de noues étanches et à s'assurera de respecter les dispositions constructives prévues par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Ces éléments pourront être intégrés à un futur arrêté préfectoral complémentaire.

De même, il est nécessaire que l'exploitant produise les éléments relatifs à la mise en conformité vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 pour les installations relevant de la rubrique 2718.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Structures provisoires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, Structures provisoires
Prescription contrôlée : <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>Lors du contrôle des installations, l'inspection relève la présence de 2 structures provisoires couvertes toilées type IPD où sont entreposées des matières combustibles : la structure 1 est à proximité du bâtiment 3 coté réserve souple et la structure 2 est à proximité du bâtiment 1 coté parking.</p> <p>L'exploitant indique que ces structures font 700 m² chacune et que la structure 1 contient ce jour 556 palettes soit 237 t de matières combustibles.</p> <p>La structure 1 qui a été contrôlée est située à moins de 40 m du bâtiment 3 et serait donc incluse dans le groupe d'IPD. Elle est utilisée comme stockage provisoire des matières combustibles durant les travaux de sprinklage des racks du stockage grande hauteur du bâtiment n°1.</p> <p>L'exploitant déclare disposer d'un permis de construire provisoire allant de novembre 2023 à décembre 2024. L'exploitant a transmis par mail du 16/02/24 une copie du permis de construire n° PC 053 271 23 M 1002 pour l'installation de 2 chapiteaux pour une emprise au sol totale de 1 400 m². Il est indiqué que « les 2 chapiteaux devront être enlevés au plus tard le 31/12/24 » et que « le demandeur est tenu de s'assurer que son projet respecte toutes les législations et réglementation spécifiques à son installation ».</p> <p>Cette modification n'a pas été signalée à l'inspection, de plus, les structures ne respectent visiblement pas les dispositions constructives pour le stockage de produits combustibles relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées (parois type tôle ondulée et toiture type toile).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est attendu la transmission d'un échéancier pour le retrait des structures provisoires compatible avec les échéances de travaux sur le sprinklage, de positionner ces structures à une distance supérieure à 40 mètres des installations de stockage afin que ces tentes ne soient pas considérées au titre de la rubrique 1510 ou de régulariser la situation administrative dans les meilleurs délais. Le</p>

retour de l'exploitant est attendu sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Entretien des murs REI 120

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2009, article 34-1
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des murs REI120
Prescription contrôlée : En vue de prévenir la propagation d'un incendie, cet entrepôt doit avoir les dispositions constructives minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Un mur REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) sépare le magasin de grande hauteur de l'atelier de préparation des commandes
Constats : Lors de la présente inspection, il est constaté la présence de trous dans la première paroi des parpaings constitutifs du mur et ce dans le magasin de grande hauteur du bâtiment n°1. De même il est constaté une détérioration de ce mur du côté de la zone dite de préparation de commandes du bâtiment n°1 avec la mise en place d'un capteur. Ces altérations sont de nature à réduire les caractéristiques de résistance du mur. À noter que le degré REI120 du mur n'a pas été vérifié lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu une réfection adaptée du mur afin de restituer les caractéristiques REI 120 (bon de travaux).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

Constats :

La gestion est informatisée via un outil de gestion des stocks sous SAP. Le stockage des informations est fait sur des serveurs.

Les documents présentés par l'exploitant le jour de l'inspection (listing de plusieurs pages) ne répondent pas à la prescription concernant les points :

- n°1 « servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel » : les listings présentés sont trop lourds et difficiles à exploiter dans le cadre d'une gestion accidentelle ; une mise à jour est nécessaire pour permettre une meilleure lisibilité du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités

sanitaires,

et

- n°2 « répondre aux besoins d'information de la population » : Il n'existe pas d'état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage de l'entrepôt.

L'exploitant a toutefois indiqué oralement que les quantités stockées étaient de :

- 366 t sur la préparation commande du bâtiment 1,
- 1 218 t pour le magasin grande hauteur du bâtiment 1,
- 871 t pour la cellule A du bâtiment 3,
- 724 t pour la cellule B du bâtiment 3 et cellule B du bâtiment 3 (613 t de papier et meubles et 111,8 t « d'encours de production »).

Par mail du 16/02/24, l'exploitant a renvoyé une nouvelle extraction de l'état des stocks par SAP qui indique les quantités stockées pour chaque bâtiment sans toutefois préciser leur nature ou famille de produits. Deux autres documents en parallèle répertorient des quantités de produits inflammables, extrêmement inflammables sans faire le lien avec les bâtiments, ainsi que le détail des déchets de la zone retour du bâtiment Grande Hauteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu :

1 - un **état des stocks disponible immédiatement dans le cadre d'un incendie, exploitable et lisible** pour servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel : extraction rapide par rubriques ou famille de substance, des quantités présentes pour chaque bâtiment ;

2 - un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage afin de répondre aux besoins d'information de la population. Le cas échéant cet état des stocks peut être confondu avec l'état des stocks destiné à servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : vérification périodique et la maintenance des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2009, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques ainsi que les mises à la terre des appareils doivent être réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables. L'installation ainsi que les prises de terre sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a remis <ul style="list-style-type: none">• le rapport de vérification périodique des installations électriques n°1496762-004-1 du 18/05/2023 de la société Apave qui fait état de 18 observations dont 11 nouvelles par rapport à la vérification du 15/06/2022. Il est indiqué que le plan des locaux avec indication des locaux à risque particulier d'influences externes est incomplet ;• le rapport de vérification périodique des installations électriques n°1210781-006-1 du 23/05/2023 sur LYRECO / TIMBRES : Aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification ;• le certificat Q18 n° 1496762-004-1 du 18/05/2023 de la société Apave, Partiel: Bâtiment 1 et bâtiment 2 (hors Lyreco timbres). L'installation photovoltaïque est hors mission L'installation n'appartient pas à Lyreco. Le rapport conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.• le rapport de vérification périodique d'une installation photovoltaïque à revente totale d'énergie électrique du 30/06/23 (transmis par mail du 16/02/24) : aucune observation n'est indiquée sur le rapport. L'exploitant a remis un tableau de suivi et un échéancier des actions correctives du rapport de vérification périodique des installations électriques : 12 observations sont corrigées et 6 sont programmées entre le 13 et 24/05/24.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que le plan des locaux avec indication des locaux à risque particulier d'influences externes soit complété et remis lors du prochain contrôle de vérification périodique des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2009, article 25-2
Thème(s) : Risques accidentels, rapports de vérification des extincteurs
Prescription contrôlée : L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Leur nature et leur implantation sont définies en liaison avec l'inspection du travail, l'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours. Ces équipements sont, au minimum, constitués par : Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et des lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés
Constats : L'exploitant a remis le rapport de vérification Q4 de la société Chubb (rapport du 09/01/24/vérification effectuée le 19/07/23) ; le rapport conclut « L'installation est conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel Apsad R4 ». Par ailleurs, l'exploitant a également retourné le rapport de vérification des extincteurs des installations photovoltaïques du parking (mail du 16/02/24) : celui-ci conclut au bon état de l'extincteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : moyens de lutte contre l'incendie (RIA)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2009, article 25-2
Thème(s) : Risques accidentels, rapports de vérification des RIA
Prescription contrôlée : L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Leur nature et leur implantation sont définies en liaison avec l'inspection du travail, l'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours. Ces équipements sont, au minimum, constitués par : Des RIA disposés de telle sorte que les foyers puissent être attaqués par 2 lances en direction opposée. Des points d'entrée en nombre suffisant permettent l'accès depuis les façades des bâtiments. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié
Constats : L'exploitant a remis le rapport de vérification des RIA du 21/07/23 par la société Chubb : 58 RIA ont été vérifiés ; 55 sont indiqués en bon état, 2 présentent des fuites (joints endommagés...) et 1 n'a pas pu être contrôlé pour la prise de pression (tuyau serti). L'exploitant a indiqué par mail du 16/02/24 que le RIA serti qui n'a pas été contrôlé a fait l'objet de demandes de précisions au prestataire sur ce qu'il comptait mettre en place pour effectuer ce contrôle malgré le sertissage. La maintenance des 2 RIA présentant des fuites a été réalisée par Chubb (remplacement des robinets diffuseurs DMFB 33/12 Hugjet) Au niveau du bâtiment de stockage grande hauteur, les RIA disposent d'une étiquette de vérification datée de 07/23 et sont situés à chaque extrémité du rack ; la longueur du flexible est indiqué de 30 m : Dans son mail du 16/02/24, l'exploitant indique que la portée du Jet droit est de 29,5 m/Jet diffusé de 15,5 m (fiche technique) ; les 2 RIA permettent donc d'attaquer le rack de 80 m de long du bâtiment 1 grande hauteur par une capacité de 45 m pour chacun, confirmant que les RIA sont adaptés pour attaquer des foyers par 2 lances en direction opposée (longueur des flexibles + jet).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : moyens de lutte contre l'incendie (poteaux incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, rapports de vérification des PI
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : — d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérification VEOLIA du 15/12/23 qui a porté sur des essais de fonctionnement du surpresseur de la défense incendie ainsi que l'ensemble des 11 poteaux incendie du site. Celui-ci indique que le test de pression est conforme pour 9 poteaux sur 11 et conclut à un bon fonctionnement de l'ensemble des surpresseurs de défense Incendie et à une bonne étanchéité du réseau par maintien constant de la pression. Le poteau Incendie N°9 n'a pu être testé en raison du risque de désolidarisation de l'équipement du réseau de défense incendie (en attente de remblai par le client) suite à des travaux. Le poteau Incendie N°11 présente une défaillance du système de fermeture du poteau Incendie entraînant la condamnation et l'isolement de cet équipement du réseau de défense incendie. L'exploitant a retourné par mail du 16/02/24, un bon de commande Véolia pour la réparation d'un poteau incendie daté du 17/01/24
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu : <ul style="list-style-type: none">• la preuve du remblayage du poteau n°9 (photo),• un nouveau rapport de vérification lorsque tous les poteaux seront opérationnels
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : porte coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, porte coupe-feu
Prescription contrôlée : L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. [..] Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;• les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. « La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; « — » les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'une porte coupe-feu, localisée entre le stockage de grande hauteur et la zone dite de préparation de commande du bâtiment n°1 faisant état de critère CF1h30 et PF1h30. Ce point n'est pas conforme aux dispositions du point 6 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. En l'absence de parois REI 120 entre le stockage de grande hauteur et la zone de préparation de commande du bâtiment n°1, il ne pourra être considéré qu'une unique cellule comprenant l'ensemble du bâtiment n°1. De plus l'article 34.1 de l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2009 indique pour le magasin de grande hauteur du bâtiment n°1 : « un mur REI120 (coupe-feu de degré deux heures) sépare le magasin de grande hauteur de l'atelier de préparation des commandes ». L'absence de porte-coupe feu présentant une résistance équivalente à celle du mur ne permet pas de garantir le critère REI120 de la paroi. Observation : Lors de l'inspection il est constaté la présence de détecteurs de fumées destinés à actionner les portes coupe-feu. Lors du parcours des installations au niveau du stockage grande hauteur du bâtiment n°1, il est constaté la présence d'un détecteur à mi-niveau de cellule. Le positionnement de ce détecteur n'est pas idéal, les fumées étant susceptibles de monter, ce qui retardera le déclenchement du détecteur et donc de la porte.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu le respect de la prescription : <ul style="list-style-type: none">• vérification du classement adapté de toutes les portes sur le mur REI 120 ;• mise en place de portes à classement EI2 120 C sur le mur REI 120 pour les portes qui ne

<p>seraient pas conformes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier le bon positionnement des détecteurs de fumées pour les portes asservies à ce type de dispositif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois